

## Le tract qui divise Les Républicains : réelle dérive... ou symptôme d'une droite qui a oublié ce qu'elle était ?



Dans un sondage IFOP du 18 avril, Laurent Wauquiez se positionnait timidement à 8%. Et alors que les divergences internes se multiplient, le tract polémique "Pour que la France reste la France" a relancé les accusations de droitisation du parti.

Avec Maxime Tandonnet
Avec Christophe Boutin

**Atlantico : Si les détracteurs évoquent une connotation proche du FN, certains rappellent que cette formule a déjà été utilisée par le passé. François Mitterrand, Nicolas Sarkozy, et même Emmanuel Macron ont pu faire usage. Comment analysez-vous la polémique autour de ce tract ? Peut-on y voir une certaine dérive de la droite d'aujourd'hui ?**

**Maxime Tandonnet :** Il y a clairement une idéologie dominante post nationale qui n'est pas favorable à la nation et tout ce qui s'y rattache, un Etat, des frontières, une solidarité. La France est considérée comme un cadre dépassé, ringard, passéiste. Pour les élites dirigeantes, l'avenir se joue au niveau de l'Europe et de la planète, mais le cadre national est lui-même dépassé. D'ailleurs, il est incompatible avec un principe central de la modernité, l'individu roi, sans frontière, sans racine, sans communauté de rattachement. L'idée nationale était jadis de gauche. Elle a été délaissée depuis plusieurs décennies par les partis de gouvernement et les hommes politiques, qui l'ont abandonnée aux formations anti-systèmes. Il faut donc voir dans cette réaction au tract polémique la force du conformisme dans les milieux influents ou dirigeants, l'impératif de penser comme tout le monde, éviter d'être populiste, l'infâmie suprême, de paraître moderne, et pour cela mépriser une idée en voie de diabolisation, celle de nation. Mais cette vision idéologique est l'affaire des élites influentes ou dirigeantes. Elle ne concerne pas la majorité silencieuse qui reste attachée à la nation comme le montre le sondage CEVIPOF sur la confiance (2016) : 79% des Français sont fiers d'être Français (contre 19%).

**Christophe Boutin :** Ce qui est intéressant dans la polémique qui entoure le dernier tract des Républicains, c'est l'ahurissante suite de non-dits, et le jeu subtil qui permet de faire peser un véritable interdit sur certaines expressions. Le premier non-dit concerne le fait que la polémique à laquelle nous assistons dans les médias est essentiellement le fait de membres ou d'anciens membres du parti de Laurent Wauquiez. C'est en effet au sein de sa propre formation que celui-ci compte aujourd'hui ses ennemis les plus acharnés, et ceux qui sont ses opposants politiques n'ont même plus à agir : LR impose sous leurs yeux. Mais on ne peut pour autant résumer cette polémique à un combat politicien interne à LR.

Il est vrai, comme vous le faites remarquer, que Laurent Wauquiez, pour de nombreuses raisons, ne parvient pas à s'imposer comme étant le représentant principal de l'opposition à Emmanuel Macron, une position prise, à gauche et sur les bancs de l'Assemblée

---

nationale par Jean-Luc Mélenchon, et à droite, en lieu et place de Laurent Wauquiez, par Marine Le Pen. Et c'est visiblement justement pour s'affirmer contre cette dernière que le tract en question a été choisi.

Il comporte en effet, comme tout tract, deux faces. Le côté face est celui du slogan « Pour que la France reste la France », en dessous d'une marrée de drapeaux tricolores. Mais le côté pile attaque lui violemment la politique d'Emmanuel Macron sur cinq points : son laxisme d'abord dans la lutte contre l'immigration, le terrorisme, la délinquance et face à une dérive communautariste qui menacerait la laïcité française ; le creusement ensuite de l'écart entre la France urbaine, celle des gagnants et des « premiers de cordée », et la France périphérique de nos campagnes.

Immigration, insécurité et identité, les trois « I » qui sont au cœur du débat politique français en 2018 sont donc présents, mais pour les traiter, Laurent Wauquiez fait un choix qui n'est pas partagé par la totalité de son parti : d'autres à LR estiment en effet, contrairement à ce que prétend le fameux tract, qu'il n'y a pas de problème migratoire, que l'insécurité est un fantasme de démagogues et que l'identité française est un mythe de populistes. Mais ce qui est intéressant pour les non-dits que j'évoquais, c'est que le côté pile du tract, pourtant autrement plus contestable on le voit, n'est quasiment jamais évoqué dans les réactions ou dans les commentaires des médias. On s'en tient au slogan, à cette phrase : « Pour que la France reste la France », comme si elle était en elle-même condamnable.

### **"Dans l'entourage de Laurent Wauquiez, "on cherche encore ce qui est choquant." Peut-on lire dans le JDD du 03 juin. Pensez-vous que cette formule aurait moins choqué quelques années auparavant (dans la bouche de Nicolas Sarkozy par exemple). Qu'est-ce qui a changé ?**

**Christophe Boutin** : Il est évident que la phrase « Pour que la France reste la France », formule bien vague, renvoie à un non-dit, et reste sur l'implicite. Elle a, comme on l'a en effet signalé, été utilisée par quasiment tout le monde, de Le Pen à Mitterrand en passant par Macron ou Sarkozy. Elle pourrait l'être demain par l'extrême gauche : après une envolée lyrique sur la France des Droits de l'Homme et les idéaux et valeurs de la Révolution, rien n'empêche de souhaiter lutter « pour que la France reste la France ». Et la formule ne devrait d'ailleurs pas autant choquer des élus qui se disent – ou disaient - héritiers du gaullisme, tant elle peut résumer toute la politique du Général.

Si elle choque aujourd'hui, c'est parce que chacun a conscience qu'il y a un débat majeur sur ce que peut – et doit ? – être la France, sur sa fermeture ou son ouverture, sur ses priorités, culture ou valeurs. Quand ils la lisent en 2018 certains pensent sans doute immédiatement à cette formule gaullienne rapportée par Alain Peyrefitte – avec donc les éventuelles réserves à faire sur cette source - selon laquelle la France serait « un peuple européen de race blanche, de culture grecque et latine et de religion chrétienne », autant d'éléments dont on sait qu'ils sont violemment contestés par d'autres.

Lorsque De Gaulle voulait que la France reste cette France éternelle qu'il évoquait dans ces discours, une telle question ne se posait pas, et c'est parce que ceux qui l'entendaient avaient globalement la même idée de ce qu'était la France, non en termes de choix politiques, mais seulement de base ethnico-culturelle, elle n'était pas polémique. Elle le devient au contraire à partir du moment où son non-dit, cet implicite que chacun croit entendre clairement derrière la formule, est cette fois en contradiction avec une doxa. Et il semble bien que cela soit devenu le cas, et que, pour éviter d'être pris dans cette éventuelle polémique, ou plus simplement parce qu'elle adhère à la doxa nouvelle, une partie de LR entend bien éviter à l'avenir l'usage de telles formules.

Pour mieux comprendre le rôle de l'implicite et la force de la doxa, prenons comme exemple l'application à d'autres pays de la même formule, et constatons que son caractère polémique vaut uniquement pour certains. Ainsi, le même slogan sera considéré comme polémique pour la Russie (« Pour que la Russie reste la Russie » fait trop poutinien), les USA (trop trumpien), et pour tous les pays européens faisant face au phénomène migratoire : pour que la Hongrie, la Suède ou l'Angleterre restent la Hongrie la Suède ou l'Angleterre seront autant de slogans qui seront considérés comme dangereusement populistes. Mais il semblera par contre, bien délicat aux mêmes personnes de critiquer cette fois le souhait qu'auraient le Zimbabwe, le Venezuela ou Bornéo de rester le Zimbabwe, le Venezuela ou Bornéo...

**Maxime Tandonnet** : Il faut aussi prendre en compte le contexte politique. A l'intérieur du camp Les Républicains, les guerres des chefs continuent à faire rage en vue de la prochaine élection présidentielle. Derrière la polémique interne on retrouve la chasse à l'homme, la volonté de faire chuter Wauquiez, en tout cas d'abîmer son image. Et puis plus généralement, on sent bien ce qui va se passer dans les années à venir. Il y aura une collusion des élites dirigeantes ou influentes, dans leur majorité, pour s'acharner sur LR et éviter sa renaissance. Le rêve des milieux dirigeants ou influents: limiter la vie politique à un affrontement entre l'actuel président et les partis anti-systèmes de droite comme de gauche. Quatre ans à l'avance, ils pensent, à tort, assurer ainsi à coup sûr l'élection de leur champion en 2022 ce qui est un calcul hasardeux... Dès lors, nous sommes aujourd'hui dans la logique d'une chasse permanente contre LR et tout sera prétexte pour affaiblir et abattre la seule opposition ayant de prime abord une chance raisonnable de provoquer une alternance. Le moindre geste, la moindre parole donnera lieu à un procès en sorcellerie. Ce contexte politique est évidemment pour quelque chose dans cette polémique absurde. Mais ce ne sera pas la dernière.

### **Quelles sont les répercussions possibles à court terme et à plus long terme sur la vie de ce parti ?**

**Maxime Tandonnet** : Il faut voir, selon la réaction des dirigeants de LR. Si le procédé d'intimidation fonctionne, le risque serait de voir l'équipe actuelle renoncer à défendre la nation, les frontières, l'autorité de l'Etat, tous ces principes désuets et maudits, pour se fondre avec l'idéologie post nationale. Dès lors, l'échec sera inévitable. Ce qui peut distinguer les Républicains de LREM, c'est justement de s'appuyer sur l'idée nationale et sur l'attachement sans honte à la France. Si les républicains renoncent à parler de la France, ils seront inévitablement broyés entre LREM et le parti lepéniste. Leur véritable chance est bien au contraire de ne pas céder à l'intimidation et de revendiquer haut et fort la fierté d'être Français, en se situant à la rencontre d'une France fière de son histoire, de sa culture de sa langue, mais aussi d'une France ouverte sur la modernité, les technologies, le rayonnement international. La France

---

des Républicains devrait être celle qui protège les Français contre l'instabilité planétaire et assure leur destin commun. Tendre la main au 79% qui sont fiers d'être Français: ce devrait être la ligne de conduite de LR nonobstant tous les obstacles qui seront mis sur son chemin.

**Christophe Boutin** : Les mêmes que celles qui existaient déjà, avec des réponses à donner à deux questions : quelle place pour Laurent Wauquiez à LR ? Quelle place pour LR entre LaREM et le RN ? Les deux questions peuvent d'ailleurs s'inverser dans l'ordre des réponses. Quant à la place de LR, si tout discours critique sur l'immigration, l'insécurité ou le communautarisme, et toute interrogation sur l'identité sont interdits, avec en sus l'épineuse question européenne à venir, le discours de ce parti aura sans doute du mal à trouver sa place par rapport à celui de LaREM. Si l'on s'en tient aux calculs politiques, la question reste en fait celle de savoir s'il vaut mieux tenter de fédérer un électorat de droite ou un électorat centriste. Et de la réponse à cette question – partiellement car il y a aussi des conflits de personnes - dépendra la réponse à celle de savoir si Laurent Wauquiez est toujours le chef de parti idoine...